

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

# **2024-2025**

# **PREMIER TRIMESTRE**

# **RAPPORT FINANCIER**

CLOS LE 30 JUIN 2024

**Rapport de gestion et états financiers  
intermédiaires résumés non audités**

CONSTRUCTION  
DE DÉFENSE  
CANADA



DEFENCE  
CONSTRUCTION  
CANADA



## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	<b>1</b>
1.0 Importance relative	<b>1</b>
2.0 Profil de la Société	<b>1</b>
3.0 Indicateurs du rendement opérationnel	<b>2</b>
4.0 Gestion des risques	<b>4</b>
5.0 Résultats financiers	<b>4</b>
États financiers intermédiaires résumés non audités	<b>13</b>

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion dresse un portrait des résultats financiers et des changements opérationnels pour le premier trimestre, clos le 30 juin 2024, de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2024.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Les présents états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire* et à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 *Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et du rapport de gestion s'y rapportant (*le Rapport annuel 2023-2024*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2024. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2023. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2024.

### 1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

### 2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CDC est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la BFC Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

#### *SERVICES DES MARCHÉS*

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

#### *SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS*

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

#### *SERVICES ENVIRONNEMENTAUX*

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

#### *SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES*

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

#### *SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS*

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

### **3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL**

#### **3.1 COÛTS DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC**

Cet indicateur rend compte du coût de la prestation des services axés sur les programmes de CDC, y compris la gestion des marchés, la gestion des projets et des programmes, et les services des marchés, par rapport au montant budgété pour le programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. La Société s'attend à ce que ces coûts soient de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires. Pour le premier trimestre de 2024-2025, le coût de la prestation des services axés sur les programmes était de 17 %, soit une baisse de trois points de pourcentage par rapport à 2023-2024. Cette baisse est attribuable à un déploiement plus rapide des programmes du MDN. Le coût des services est généralement plus élevé que la fourchette ciblée au début de l'exercice en raison du calendrier des dépenses liées aux marchés découlant du programme d'infrastructure et d'environnement, et se rapproche de la fourchette au fur et à mesure que l'exercice avance et que les dépenses liées aux marchés sont engagées.

### 3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

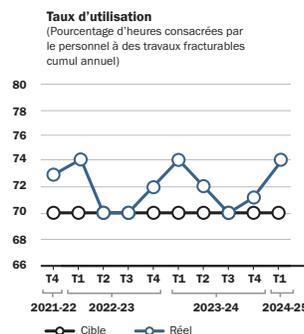
Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou à des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Pour le premier trimestre de 2024-2025, le taux d'utilisation était de 74 %, soit le même que pour la période correspondante de 2023-2024.

### 3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif primordial. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. CDC a fixé un objectif global annuel pour les dépenses de formation et de perfectionnement de 4,5 % des charges salariales de base.

Pour le premier trimestre de 2024-2025, le pourcentage réel a été de 4,5 %, soit une hausse d'un demi-point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2023-2024. Le montant de l'investissement en formation dépend de l'effort requis pour élaborer et maintenir des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement professionnel dans diverses régions. L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent est liée à un forum de collaboration régional organisé au premier trimestre.



#### 4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2023-2024* de CDC.

#### 5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

##### 5.1 PRODUITS

###### *PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS*

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 51 millions de dollars pour le premier trimestre, une hausse de 6 millions de dollars soit environ 13 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2023-2024. L'augmentation tient à l'accroissement de la demande de services des clients-partenaires combiné à une hausse du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'IE. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés.

Produits, par activité (en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
Gestion des marchés	20 753 \$	19 326 \$	1 427	7 %
Gestion des projets et des programmes	12 795	11 336	1 459	13 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	5 918	4 955	963	19 %
Passation de marchés	3 837	3 550	287	8 %
Soutien technique en matière de construction	4 144	3 059	1 085	35 %
Soutien technique en matière d'environnement	3 847	3 341	506	15 %
<b>Total des produits tirés des services facturés</b>	<b>51 294 \$</b>	<b>45 567 \$</b>	<b>5 727</b>	<b>13 %</b>

###### *Gestion des marchés*

Les produits tirés des services de gestion des marchés ont augmenté de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représentait 3,75 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représentait 3,25 points de pourcentage de la hausse).

###### *Gestion des projets et des programmes*

Les produits tirés des services de gestion des projets et des programmes ont augmenté de 13 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation vient de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente 9,75 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de l'augmentation).

#### *Soutien technique en matière de biens immobiliers*

Les produits tirés des services de soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 19 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente 15,75 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de l'augmentation).

#### *Passation de marchés*

Les produits tirés des services de passation de marchés ont enregistré une hausse de 8 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse tient à l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représentait 4,75 points de pourcentage de la hausse) et à la majoration des taux de facturation (qui représentait 3,25 points de pourcentage de la hausse).

#### *Soutien technique en matière de construction*

Les produits tirés des services de soutien technique en matière de construction ont affiché une augmentation de 35 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation vient de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente 31,75 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de l'augmentation).

#### *Soutien technique en matière d'environnement*

Les produits tirés des services de soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 15 % au premier trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est le fait de l'accroissement de la demande (qui représente 11,75 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,25 points de pourcentage de l'augmentation).

#### *PRODUITS FINANCIERS*

Les produits financiers, que la Société dégage des placements et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 226 000 \$, ou environ 40 %, au premier trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent est attribuable à deux facteurs : un taux de rendement plus élevé, les placements à long terme étant arrivés à échéance et ayant été remplacés par des placements portant intérêt à des taux plus élevés, et un solde de trésorerie et de placements plus élevé par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le solde des placements au 30 juin 2024 était supérieur de 10 % à celui au 30 juin 2023, tandis que le solde de la trésorerie était supérieur de 27 % pour la même période.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
Produits financiers	795 \$	569 \$	226	40 %

## 5.2 CHARGES

### SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires ont totalisé 36 millions de dollars au premier trimestre, soit une hausse de 4 millions de dollars, ou environ 12 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse d'environ 8 % de l'effectif, ou 99 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. Le reste de l'augmentation tient à la hausse prévue de la masse salariale annuelle, liée aux facteurs économiques et à la rémunération au rendement.

Au premier trimestre, les avantages du personnel ont totalisé 10 millions de dollars, une augmentation de 1 million de dollars, ou environ 13 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par la croissance de l'effectif de la Société et une hausse du coût des avantages sociaux futurs.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
Salaires	35 596 \$	31 718 \$	3 878	12 %
Avantages du personnel	9 957	8 799	1 158	13 %
<b>Total des salaires et avantages du personnel</b>	<b>45 553 \$</b>	<b>40 517 \$</b>	<b>5 036</b>	<b>12 %</b>
<b>Avantages du personnel en pourcentage de la masse salariale</b>	<b>28 %</b>	<b>28 %</b>		

### CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration totalisent 4 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une hausse d'environ 11 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation		Analyse de la variation
	2024	2023	\$	%	
Services professionnels	590 \$	441 \$	149	34 %	Cette augmentation est imputable aux dépenses engagées pour les services de consultation technique à l'appui du remplacement du système de planification des ressources, ainsi qu'aux services de vérification interne.
Services Infonuagiques	545	550	(5)	-1 %	La variation est négligeable.
Entretien de logiciels	517	447	70	16 %	L'augmentation est attribuable à l'ajout d'employés, nécessaire pour répondre à la demande de services accrue de la part des clients-partenaires.
Formation et perfectionnement des employés	443	349	94	27 %	L'augmentation est attribuable à l'organisation d'un forum régional pour les secteurs de services au premier trimestre.
Coûts d'exploitation d'installations louées	294	270	24	9 %	La hausse est attribuable à l'ouverture du nouveau Bureau régional du Pacifique en juillet 2023.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation		Analyse de la variation
	2024	2023	\$	%	
Location de matériel	281	210	71	34 %	L'augmentation est attribuable à la location de matériel informatique pour les nouveaux employés nécessaires en raison de la demande accrue des clients-partenaires.
Déplacements	181	214	(33)	-15 %	La diminution est attribuable à un effort soutenu de réduction des frais de déplacement par la diminution du nombre de réunions en personne et l'adoption d'un mode de travail hybride.
Services, fournitures et matériel de bureau	164	149	15	10 %	L'augmentation est attribuable à des achats ponctuels de périphériques informatiques.
Téléphonie et communications de données	147	165	(18)	-11 %	La diminution découle d'un achat ponctuel d'accessoires Internet au premier trimestre de l'exercice précédent.
Services et communications clients	113	99	14	14 %	L'augmentation est due à la participation accrue aux manifestations régionales de la Fierté.
Recrutement	95	142	(47)	-33 %	La diminution est attribuable à une initiative de promotion de la marque employeur et à un paiement unique pour le placement d'un employé au premier trimestre de l'exercice précédent.
Accueil	86	64	22	34 %	La hausse est attribuable à l'augmentation du nombre d'initiatives de formation achevées au premier trimestre et à des augmentations inflationnistes des coûts de la nourriture et des boissons.
Logiciels	70	66	4	6 %	La variation est négligeable.
Abonnements et adhésions	31	25	6	24 %	La variation est négligeable.
Réinstallation de personnel	26	29	(3)	-10 %	La variation est négligeable.
Mobilier et équipement	24	30	(6)	-20 %	La variation est négligeable.
Matériel informatique	16	16	—	0 %	La variation est négligeable.
Autres	8	6	2	33 %	La variation est négligeable.
Poste et transport de marchandises	5	5	—	0 %	La variation est négligeable.
<b>Total des charges opérationnelles et frais d'administration</b>	<b>3 636 \$</b>	<b>3 277 \$</b>	<b>359</b>	<b>11 %</b>	

### DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 11 % ou 47 000 \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a augmenté de 2 % ou 6 000 \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison du bail du Bureau régional du Pacifique qui a débuté en juillet 2023, en partie compensé par des allocations pour améliorations locatives liées aux baux du siège social et du bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 27 % ou 29 000 \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison des améliorations locatives apportées au nouveau Bureau régional du Pacifique. L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 240 % ou 12 000 \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de l'achat d'un logiciel d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	305 \$	299 \$	6	2 %
Amortissement des immobilisations corporelles	135	106	29	27 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	17	5	12	240 %
<b>Total de la dotation aux amortissements</b>	<b>457 \$</b>	<b>410 \$</b>	<b>47</b>	<b>11 %</b>

### 5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre considéré s'élèvent à 2 millions de dollars, soit une augmentation de 496 000 \$ ou 26 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour le premier trimestre est due à un accroissement de la demande à l'égard des services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ceux-ci ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts de fonctionnement, ainsi que par la croissance des salaires attribuable à l'augmentation des ETP et à l'augmentation annuelle des salaires.

	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Résultat net et résultat global	2 376 \$	1 880 \$	496	26 %

### 5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2023-2024*.

#### TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 69 millions de dollars au 30 juin 2024, soit une baisse de 1 million de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 mars 2024.

Au 30 juin 2024, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 25 millions de dollars, en baisse de 1 million de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 mars 2024. Au cours de la période de trois mois suivant le 31 mars 2024, la Société a enregistré des sorties de trésorerie de 368 000 \$ pour les activités d'exploitation, de 85 000 \$ pour les dépenses d'investissement et de 232 000 \$ pour les obligations locatives.

Au 30 juin 2024, le solde de trésorerie global de CDC se situait dans la fourchette ciblée de 22 à 30 millions de dollars pour ses réserves de fonctionnement pour 2024-2025.

Au 30 juin 2024, les placements (courants et non courants) totalisaient 43 millions de dollars, une hausse de 54 000 \$ par rapport à la clôture de l'exercice 2023-2024. L'augmentation est attribuable à la désactualisation des obligations détenues.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou calculables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont cohérents avec la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

#### CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de CDC, notamment le MDN. Au 30 juin 2024, les créances clients totalisaient 38 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au 31 mars 2024. L'augmentation est attribuable à l'accroissement des produits provenant des clients-partenaires découlant de la hausse des taux et du volume de facturation ainsi qu'à une légère augmentation du temps nécessaire pour recouvrer ces créances par rapport à mars 2024. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

#### PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 29 millions de dollars au 30 juin 2024, en hausse de 3 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au 31 mars 2024. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits comptabilisés d'avance et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital <i>(en milliers de dollars)</i>	Au		Variation	
	30 juin 2024	31 mars 2024	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 484 \$	26 169 \$	(685)	-3 %
Placements	43 428	43 374	54	0 %
<b>Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements</b>	<b>68 912 \$</b>	<b>69 543 \$</b>	<b>(631)</b>	<b>-1 %</b>
<b>Créances client</b>	<b>38 272 \$</b>	<b>35 194 \$</b>	<b>3 078</b>	<b>9 %</b>
<b>Passifs courants</b>	<b>28 785 \$</b>	<b>25 581 \$</b>	<b>3 204</b>	<b>13 %</b>

## 5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

CDC inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie qui restent dans un régime de congés de maladie réduit (remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée), ainsi que des prestations de retraite pour ses employés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Au 30 juin 2024, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 40 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou environ 3 %, par rapport au 31 mars 2024.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (612 000 \$) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (503 000 \$) étaient supérieurs aux primes payées au titre des avantages du personnel (135 000 \$).

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2024	31 mars 2024	\$	%
Partie courante	841 \$	781 \$	60	8 %
Partie non courante	39 005	38 085	920	2 %
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>39 846 \$</b>	<b>38 866 \$</b>	<b>980</b>	<b>3 %</b>

## 5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

La Société a enregistré un solde de dépenses d'investissement négatif de 69 000 \$ au premier trimestre, contre des dépenses de 675 000 \$ au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une allocation pour améliorations locatives obtenue au premier trimestre, ce qui a réduit les paiements totaux relatifs au bail, ainsi qu'aux coûts de la construction des améliorations d'un bureau régional au premier trimestre de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
Mobilier et équipement	34 \$	— \$	34	—
Améliorations locatives	—	524	(524)	-100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	(103)	151	(254)	*
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>(69) \$</b>	<b>675 \$</b>	<b>(744)</b>	<b>*</b>

\*La variation est négligeable.

## 5.7 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le premier trimestre aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société en comparaison aux projections du Plan sont en général meilleurs que prévu.

Les produits tirés des services facturés sont de 7 % supérieurs au Plan. Cette hausse des produits s'explique par une demande accrue pour ces services de la part des clients-partenaires.

Les frais de déplacement et décaissements recouverts ont été de 9 % inférieurs à ceux du Plan, en raison d'une réduction des exigences en matière de déplacements.

Les produits financiers ont été de 18 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de soldes de trésorerie et de placements plus élevés que prévu.

Les coûts au titre des salaires et des avantages du personnel ont été supérieurs de 7 % aux prévisions du plan. Les salaires ont été plus élevés que prévu en raison d'un nombre supérieur aux prévisions de nouveaux ETP. Le coût plus élevé que prévu des avantages du personnel devrait correspondre au taux de prestations prévu d'ici la fin de l'exercice.

Les charges opérationnelles et les frais d'administration ont été de 10 % inférieurs aux projections. Cette diminution est principalement attribuable au calendrier des dépenses liées à la formation et au perfectionnement des employés, au mobilier et à l'équipement, ainsi qu'aux services d'infonuagique.

La dotation aux amortissements a été inférieure de 24 % aux prévisions du plan. Les achats de matériel informatique ont été principalement des éléments de dépenses d'exploitation plutôt que des éléments de dépenses d'investissement, comme prévu initialement. Ce changement a entraîné une diminution de 2 millions de dollars des dépenses d'investissement. La dotation aux amortissements devrait donc être inférieure aux prévisions pour l'ensemble de l'exercice.

Le résultat net a été de 1 million de dollars supérieur aux projections du Plan, principalement en raison d'une plus forte demande, et des charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par des salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été inférieures de 103 % aux prévisions, car les achats de matériel informatique prévus étaient principalement des dépenses d'exploitation plutôt que des dépenses d'investissement et ont coûté moins cher.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin 2024		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
<b>Produits</b>				
Produits tirés des services facturés	51 294 \$	47 805 \$	3 489	7 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	719	786	(67)	-9 %
Produits financiers	795	672	123	18 %
<b>Produits totaux</b>	<b>52 808 \$</b>	<b>49 263 \$</b>	<b>3 545</b>	<b>7 %</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et avantages du personnel	45 553 \$	42 681 \$	2 872	7 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	3 636	4 048	(412)	-10 %
Frais de déplacement et décaissements	719	786	(67)	-9 %
Dotation aux amortissements	457	600	(143)	-24 %
Charges financières	67	64	3	5 %
<b>Total des charges</b>	<b>50 432 \$</b>	<b>48 179 \$</b>	<b>2 253</b>	<b>5 %</b>
<b>Résultat net et résultat global</b>	<b>2 376 \$</b>	<b>1 084 \$</b>	<b>1 292</b>	<b>119 %</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>(69) \$</b>	<b>2 511 \$</b>	<b>(2 580)</b>	<b>-103 %</b>

## 5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le premier trimestre ont augmenté de 49 millions de dollars, soit 28 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au premier trimestre l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2024-2025 donne des résultats semblables à ceux de 2023-2024.

(en milliers de dollars)

Région	Trimestre clos le 30 juin		Variation	
	2024	2023	\$	%
Capitale nationale	60 953 \$	34 390 \$	26 563	77 %
Québec	50 690	34 549	16 141	47 %
Ontario	34 683	43 699	(9 016)	-21 %
Atlantique	30 533	17 185	13 348	78 %
Ouest	29 333	21 123	8 210	39 %
Pacifique	15 110	21 407	(6 297)	-29 %
<b>Total des charges liées aux marchés</b>	<b>221 302 \$</b>	<b>172 353 \$</b>	<b>48 949</b>	<b>28 %</b>

# ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, Information financière intermédiaire, et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung  
*Président et premier dirigeant*

Marie-Josée Lacombe, CPA  
*Vice-présidente, Finances et  
Ressources humaines,  
et chef des Finances*

Ottawa, Canada  
Le 26 août 2024

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 juin 2024	31 mars 2024
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		25 484 \$	26 169 \$
Placements	6, 14	6 455	5 740
Produits à recevoir	9	2 716	—
Créances clients	14	38 272	35 194
Charges payées d'avance et autres actifs		2 975	1 300
Autres créances		1 840	1 887
<b>Actifs courants</b>		<b>77 742 \$</b>	<b>70 290 \$</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Placements	6, 14	36 973	37 634
Immobilisations corporelles	7	2 519	2 620
Immobilisations incorporelles		144	161
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	6 086	6 494
<b>Actifs non courants</b>		<b>45 722 \$</b>	<b>46 909 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>123 464 \$</b>	<b>117 199 \$</b>
<b>Passifs</b>			
Fournisseurs et dettes diverses	14	24 449 \$	22 907 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	2 622	920
Avantages du personnel	8	841	781
Obligations locatives	13	873	973
<b>Passifs courants</b>		<b>28 785 \$</b>	<b>25 581 \$</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Avantages du personnel	8	39 005	38 085
Obligations locatives	13	6 033	6 268
<b>Passifs non courants</b>		<b>45 038 \$</b>	<b>44 353 \$</b>
<b>Total du passif</b>		<b>73 823 \$</b>	<b>69 934 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions : Autorisé – (1 000 actions ordinaires sans valeur nominale) – émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		49 641	47 265
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>49 641 \$</b>	<b>47 265 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>123 464 \$</b>	<b>117 199 \$</b>

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin	
		2024	2023
Produits tirés des services facturés	9	51 294 \$	45 567 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		719	1 151
Produits financiers		795	569
<b>Produits totaux</b>		<b>52 808 \$</b>	<b>47 287 \$</b>
Salaires et avantages du personnel		45 553	40 517
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 636	3 277
Frais de déplacement et décaissements		719	1 151
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	305	299
Amortissement des immobilisations corporelles	7	135	106
Amortissement des immobilisations incorporelles		17	5
Charges financières	13	67	52
<b>Total des charges</b>		<b>50 432 \$</b>	<b>45 407 \$</b>
<b>Résultat net et résultat global</b>		<b>2 376 \$</b>	<b>1 880 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 juin	
	2024	2023
<b>Capital-actions</b>	— \$	— \$
<b>Résultats non distribués</b>		
Solde à l'ouverture de la période	47 265	40 103
Résultat net et résultat global	2 376	1 880
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>49 641 \$</b>	<b>41 983 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>49 641 \$</b>	<b>41 983 \$</b>

## TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 juin	
		2024	2023
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>			
Résultat net		2 376 \$	1 880 \$
<b>Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>			
Charge au titre des avantages du personnel	8	1 115	999
Avantages du personnel versés	8	(135)	(230)
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	305	299
Amortissement des immobilisations corporelles	7	135	106
Amortissement des immobilisations incorporelles		17	5
Accroissement des primes d'investissement		(66)	(42)
Amortissement des primes d'investissement		12	18
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel</b>			
Créances clients		(3 078)	(3 754)
Autres créances		47	(344)
Charges payées d'avance et autres actifs		(1 675)	(685)
Produits à recevoir		(2 716)	(2 470)
Fournisseurs et dettes diverses		1 593	7 082
Produits comptabilisés d'avance		1 702	1 621
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement</b>		<b>(368) \$</b>	<b>4 485 \$</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(85)	(392)
Acquisition de placements		—	(1 400)
Rachat et cession de placements		—	1 186
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(85) \$</b>	<b>(606) \$</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Remboursement d'obligations locatives	13	(232)	(321)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(232) \$</b>	<b>(321) \$</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		(685)	3 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		26 169	16 563
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>25 484 \$</b>	<b>20 121 \$</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

## AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2024 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

### 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

### 2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

### 3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

### 4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

### 5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

#### 5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées du CNCI. Le CNCI n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

#### 5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Le CNCI n'a pas publié de normes nouvelles ou modifiées qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont mentionnées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

### 6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,8 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 0,9 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,9 % à 5,1 %).

Les échéances des obligations s'échelonnent de septembre 2024 à avril 2028 et celles des CPG de juillet 2024 à mars 2029; la Société compte détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
Partie courante	6 455 \$	5 740 \$
Partie non courante	36 973	37 634
<b>Investissements totaux</b>	<b>43 428 \$</b>	<b>43 374 \$</b>

Valeur comptable au coût amorti	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
Obligations des Provinces	10 762 \$	10 707 \$
Obligations fédérales (note 14)	1 000	1 000
Certificats de placement garanti	31 666	31 667
	<b>43 428 \$</b>	<b>43 374 \$</b>

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). Comme la juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
Obligations des provinces	10 585 \$	10 491 \$
Obligations fédérales (note 14)	988	984
Certificats de placement garanti	32 116	31 848
	<b>43 689 \$</b>	<b>43 323 \$</b>

	Au 30 juin 2024				
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	1 000 \$	— \$	1 000 \$
Obligations des provinces	1,2 % - 4,6 %	2,3 % - 4,6 %	1 769	8 993	10 762
Certificats de placement garanti	0,9 % - 5,1 %	0,9 % - 5,1 %	3 686	27 980	31 666
			<b>6 455 \$</b>	<b>36 973 \$</b>	<b>43 428 \$</b>

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2024	700 \$	1 490 \$	2 773 \$	4 963 \$
Acquisitions	—	34	—	34
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>700 \$</b>	<b>1 524 \$</b>	<b>2 773 \$</b>	<b>4 997 \$</b>

### Cumul des amortissements

Solde au 31 mars 2024	637 \$	926 \$	780 \$	2 343 \$
Amortissements	10	49	76	135
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>647 \$</b>	<b>975 \$</b>	<b>856 \$</b>	<b>2 478 \$</b>

### Valeur comptable nette par catégorie d'actifs

Valeur comptable nette au 31 mars 2024	63 \$	564 \$	1 993 \$	2 620 \$
<b>Valeur comptable nette au 30 juin 2024</b>	<b>53 \$</b>	<b>549 \$</b>	<b>1 917 \$</b>	<b>2 519 \$</b>

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

## 8. AVANTAGES DU PERSONNEL

### 8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2023-2024*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
Partie courante	841 \$	781 \$
Partie non courante	39 005	38 085
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>39 846 \$</b>	<b>38 866 \$</b>

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2024	<b>38 866</b>	\$
Coût des services rendus au cours de la période	<b>612</b>	
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	<b>503</b>	
Primes au titre des avantages du personnel	<b>(135)</b>	
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>39 846</b>	<b>\$</b>

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le 30 juin	
	2024	2023
Coût des services rendus au cours de la période	<b>612</b>	565
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	<b>503</b>	434
<b>Charge au titre des avantages du personnel</b>	<b>1 115</b>	999

## 9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

### 9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

## 9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 30 juin 2024							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	3 099 \$	1 426 \$	516 \$	544 \$	643 \$	904 \$	7 132 \$
Québec	3 515	1 655	770	553	655	630	7 778
Capitale nationale	3 125	5 211	1 955	151	174	649	11 265
Ontario	4 187	1 576	1 315	775	1 415	949	10 217
Ouest	3 908	1 512	749	857	493	248	7 767
Pacifique	2 877	1 390	404	382	251	467	5 771
Siège social	42	25	209	575	513	—	1 364
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>20 753 \$</b>	<b>12 795 \$</b>	<b>5 918 \$</b>	<b>3 837 \$</b>	<b>4 144 \$</b>	<b>3 847 \$</b>	<b>51 294 \$</b>

Trimestre clos le 30 juin 2023							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 699 \$	1 209 \$	601 \$	588 \$	505 \$	894 \$	6 496 \$
Québec	3 312	1 461	648	470	438	600	6 929
Capitale nationale	2 310	4 208	1 843	147	162	453	9 123
Ontario	4 531	1 502	858	654	1 024	765	9 334
Ouest	3 531	1 643	561	813	267	286	7 101
Pacifique	2 862	1 263	304	353	187	343	5 312
Siège social	81	50	140	525	476	—	1 272
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>19 326 \$</b>	<b>11 336 \$</b>	<b>4 955 \$</b>	<b>3 550 \$</b>	<b>3 059 \$</b>	<b>3 341 \$</b>	<b>45 567 \$</b>

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires	Trimestre clos le 30 juin	
	Région	2024
Atlantique	1 953 \$	1 287 \$
Québec	2 483	2 194
Capitale nationale	9 400	7 780
Ontario	2 851	2 148
Ouest	1 652	1 284
Pacifique	1 577	1 331
Siège social	876	824
<b>Total des produits horaires</b>	<b>20 792 \$</b>	<b>16 848 \$</b>

Produits forfaitaires	Trimestre clos le 30 juin	
	Région	2024
Atlantique	5 179 \$	5 209 \$
Québec	5 295	4 735
Capitale nationale	1 865	1 343
Ontario	7 366	7 186
Ouest	6 115	5 817
Pacifique	4 194	3 981
Siège social	488	448
<b>Total des produits forfaitaires</b>	<b>30 502 \$</b>	<b>28 719 \$</b>
<b>Produits totaux</b>	<b>51 294 \$</b>	<b>45 567 \$</b>

Au 30 juin 2024, des produits comptabilisés d'avance totalisant 2 622 \$ (920 \$ au 31 mars 2024) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2025. Les variations des produits différés pour la période de trois mois sont présentées dans le tableau suivant :

	30 juin 2024	31 mars 2024
Solde à l'ouverture de la période	920 \$	1 299 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(6)	(749)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	1 708	370
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>2 622 \$</b>	<b>920 \$</b>

## 10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 juin	
	2024	2023
Services professionnels	590 \$	441 \$
Services Infonuagiques	545	550
Entretien de logiciels	517	447
Formation et perfectionnement des employés	443	349
Charges opérationnelles liées aux installations louées	294	270
Location de matériel	281	210
Déplacement	181	214
Services, fournitures et matériel de bureau	164	149
Téléphonie et communications de données	147	165
Services et communications clients	113	99
Recrutement	95	142
Accueil	86	64
Logiciels	70	66
Abonnements et adhésions	31	25
Réinstallation de personnel	26	29
Mobilier et équipement	24	30
Matériel informatique	16	16
Autres	8	6
Poste et transport de marchandises	5	5
<b>Total des charges opérationnelles et frais d'administration</b>	<b>3 636 \$</b>	<b>3 277 \$</b>

## 11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	Trimestre clos le 30 juin	
	2024	2023
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	414 \$	274 \$
Produit d'intérêts sur les placements	377 \$	292 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	67 \$	52 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	— \$	224 \$

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

### 12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 109 036 \$ au 30 juin 2024 (106 629 \$ au 31 mars 2024) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

	Au 30 juin 2024			
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 484	\$	—	\$
Placements	—		43 428	43 428
Créances clients	—		38 272	38 272
Autres créances	—		1 840	1 840
Autres actifs	—		12	12
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>25 484</b>	<b>\$</b>	<b>83 552</b>	<b>\$</b>

	Au 31 mars 2024			
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 169	\$	—	\$
Placements	—		43 374	43 374
Créances clients	—		35 194	35 194
Autres créances	—		1 887	1 887
Autres actifs	—		5	5
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>26 169</b>	<b>\$</b>	<b>80 460</b>	<b>\$</b>

## 12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 13 575 \$ au 30 juin 2024 (13 469 \$ au 31 mars 2024) et était égale aux flux de trésorerie contractuels représentant l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de 6 mois. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 juin 2024, les actifs financiers de la Société ont dépassé ses passifs financiers de 95 461 \$ (93 160 \$ le 31 mars 2024).

Les passifs financiers de la Société, compte tenu des paiements d'intérêts estimés, devaient arriver à échéance entièrement au plus tard dans un délai de six mois ou moins au 30 juin 2024.

## 12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 juin 2024, tous les placements (43 428 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (43 374 \$ au 31 mars 2024). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

### 13. CONTRATS DE LOCATION

#### 13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2024	6 239 \$	255 \$	6 494 \$
Modifications	(103)	—	(103)
Amortissements	(274)	(31)	(305)
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>5 862 \$</b>	<b>224 \$</b>	<b>6 086 \$</b>

#### 13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
Partie courante	873 \$	973 \$
Partie non courante	6 033	6 268
<b>Total des obligations locatives</b>	<b>6 906 \$</b>	<b>7 241 \$</b>

Solde au 31 mars 2024	7 241 \$
Modifications	(103)
Paievements	(299)
Charges d'intérêts	67
<b>Solde au 30 juin 2024</b>	<b>6 906 \$</b>

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2024.

Un an ou moins	1 087 \$
De un à deux ans	802 \$
De deux à cinq ans	2 186 \$
Plus de cinq ans	4 139 \$
<b>Total</b>	<b>8 214 \$</b>

Le tableau suivant indique la répartition des paiements de location pour la période close le 30 juin 2024. Les paiements de location variables comprennent les montants pour les coûts d'exploitation, les taxes foncières et l'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables.

	Trimestre clos le 30 juin	
	2024	2023
Paiements de loyer variables	294 \$	270 \$
Total des sorties de trésorerie pour contrats de location	593 \$	643 \$
Remboursement du principal des obligations locatives	232 \$	321 \$

#### 14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du premier trimestre se chiffrent à 51 294 \$ comparativement à 45 567 \$ au cours de la même période en 2023-2024; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 juin 2024	31 mars 2024
<b>Créances :</b>		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	35 224 \$	32 955 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 622	1 844
Centre de la sécurité des télécommunications	401	361
Services partagés Canada	25	34
	38 272 \$	35 194 \$
<b>Dettes :</b>		
Ministère de la Justice du Canada	73	32
Services publics et Approvisionnement Canada	—	113
Services partagés Canada	—	2
	73 \$	147 \$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 124 \$ pour le premier trimestre, contre 294 \$ pour la période correspondante de 2023-2024. La Société a recouvré un montant de 120 \$ de ces charges auprès des clients-partenaires au premier trimestre.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La valeur comptable de l'obligation est de 1 000 \$ au 30 juin 2024. Au 31 mars 2024, la valeur comptable était de 1 000 \$. La Société a réalisé des produits financiers de 5 \$ sur l'obligation au premier trimestre, cohérents avec ceux réalisés au cours de la même période en 2023-2024.

## 15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2024, 15 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 17 767 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait mis en place pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2024, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 10 659 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.